

l'hospitalier marxiste léniniste

" l'homme, le capital le plus précieux " (j. staline)

1 F déc. 74

bulletin des hospitaliers du
parti communiste révolutionnaire (ml)

n° 1

LA SANTE, C'EST L'AFFAIRE DES MASSES

Comme celle des postiers, la lutte des travailleurs hospitaliers a été populaire. Elle a été bien accueillie par les malades et par l'ensemble des travailleurs. Cela tient, pour une part, à ce que les revendications des hospitaliers étaient considérées comme justes et nécessaires par tous les travailleurs. Cela tient aussi à ce que les travailleurs rejettent de plus en plus massivement la façon dont ils sont soignés dans cette société capitaliste.

Malgré tout le baratin des ministres de la santé (jusqu'à la visite de Mme Veil à Saint Antoine) sur « l'humanisation des hôpitaux » sur la « charte du malade », ils savent bien comment ils sont traités dans les hôpitaux : le mépris des médecins, la surveillance insuffisante par manque de personnel, les soins souvent baclés pour rentabiliser au maximum, les jours perdus à attendre une radio, etc...

Ils savent combien la bourgeoisie qui pousse des cris contre la grève des hôpitaux au nom de la sécurité des malades, se soucie de la santé des travailleurs. Ils savent ce que vaut la démagogie de Veil sur la soi-disant « libéralisation » de l'avortement, lorsqu'il n'est pas remboursé par la sécurité sociale, lorsque les médecins peuvent refuser de le pratiquer, lorsqu'on ne peut savoir quels sont les médecins qui acceptent. Les travailleurs refusent de risquer leur vie ou leur santé pour les profits du patron, même en la monnayant contre une prime de risque ou d'insalubrité, comme l'a montré la grève des ouvriers d'Usinor-Dunkerque contre les accidents du travail ; ce qu'ils veulent, ce n'est pas seulement une médecine qui répare les travailleurs pour les remettre au travail aux moindres frais mais une société où les conditions de vie et de travail empêche les accidents et les maladies.

La lutte des travailleurs pour la santé heurte de front

la politique de la bourgeoisie et l'organisation capitaliste de la société.

En effet, pour préserver et augmenter ses profits, et pour maintenir son oppression sur les masses populaires, la bourgeoisie impose sa loi dans tous les aspects de la vie des masses. Dans le domaine de la santé aussi, le peuple est victime de la dictature de la bourgeoisie :

- par l'intensification du travail : les cadences qui ne cessent d'augmenter sont responsables de l'usure nerveuse des ouvriers, et des accidents de travail. Là où les ouvriers ont décidé de briser les cadences, ou lorsqu'ils ont repris la production sans les patrons, comme à Lip, à l'imprimerie Darboy, les accidents de travail ont disparu.

— par l'insécurité de l'emploi : les travailleurs vivent dans la crainte du chômage ; en plus de la tension due à cette insécurité, cela les oblige à accepter de mauvaises conditions de travail.

— par les rapports sociaux : dans les usines capitalistes, le représentant du patron a tout pouvoir sur les ouvriers, le chef dispose de ses subordonnés et la loi de la jungle, les relations humaines tendues, c'est aussi une conséquence du capitalisme, et c'est une cause de fatigue, de maladie.

— par les transports longs et inconfortables, le logement trop petit et trop bruyant, les loisirs inexistantes ou abrutissants...

— par l'oppression de la femme qui ne peut avoir et élever les enfants qu'elle veut, qui a une double journée de travail à fournir.

Tout cela, c'est un effet du capitalisme, et ça ne disparaîtra qu'avec le capitalisme. En effet, la bourgeoisie française, pour survivre et vaincre dans la concurrence avec les autres bourgeoisies impérialistes (US,

EDITORIAL (suite)

allemande, etc.) a besoin d'exploiter toujours plus de travailleurs, et d'étendre toujours plus son oppression à tous les instants de leur vie.

En ce sens, les aspirations de travailleurs pour la santé sont des aspirations révolutionnaires: elles ne peuvent être satisfaites qu'en renversant par la Révolution le pouvoir de la bourgeoisie, en instaurant le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Dès maintenant, dans le domaine de la santé comme dans les autres, développons les luttes!

Contre une médecine qui ne fait que réparer les travailleurs pour rétablir leur productivité, luttons pour une médecine qui dévoile les causes des maladies et des accidents: le capitalisme, la dictature de la bourgeoisie responsables de la détérioration des conditions de travail et de logement, des rapports sociaux, etc... Bien sûr, il ne faut pas attendre cela des médecins bourgeois! Dans les usines, dans les cités, seule notre lutte pourra nous permettre d'obtenir de meilleures conditions; et quand avec le socialisme, nous aurons pris le pouvoir, c'est de notre mobilisation constante que dépendra la progression de notre niveau de santé.

Contre la médecine du fric, qui nous fait rendre au médecin et aux trusts pharmaceutiques notre salaire, exigeons la médecine gratuite: gratuité des soins, gratuité des médicaments, de l'hospitalisation!

Contre la médecine de classe, qui réserve les meil-

leurs soins aux bourgeois et une « médecine du pauvre » pour les travailleurs, qui laisse des départements agricoles dépourvus de médecins et d'équipements sanitaires, exigeons la possibilité pour tous les travailleurs de la ville et de la campagne d'accéder aux soins chaque fois que nécessaire et dans les meilleures conditions techniquement possibles!

Contre la médecine élitiste, qui fait du médecin le maître absolu de la santé du malade qui n'est qu'un objet entre ses mains, exigeons une médecine au service du peuple, où les travailleurs, les malades puissent participer consciemment à la lutte contre la maladie!

Le rôle du PCR (ml), parti de type nouveau, c'est de mobiliser largement les aspirations révolutionnaires des masses pour la santé, de faire qu'elles s'emparent de la médecine, et de montrer dans les luttes ce que peut être une médecine au service du peuple sous le pouvoir des ouvriers et des paysans; c'est pour les travailleurs de la santé en particulier, montrer comment ils peuvent aider les luttes des travailleurs en dénonçant la politique de santé de la bourgeoisie.

Travailleurs, pour une médecine au service du peuple, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans rejoignez le PCR (ml)!

Dans les hôpitaux, dans les quartiers, dans les usines, pour critiquer et dénoncer tous les aspects de l'oppression bourgeoise dans le domaine de la santé, pour organiser la lutte de masse contre la médecine capitaliste, rejoignez les Cercles Marxistes leninistes du PCR (ml)!

l'entrevue à l'assis- tance publique : une parodie

En guise de réponse à la grève des hôpitaux de l'Assistance Publique et aux revendications des travailleurs hospitaliers, des négociations ont eu lieu le 3 décembre au cours desquelles Pallez, le directeur général de l'Assistance Publique, a fait aux syndicats quelques promesses.

Comme pour les postiers, la bourgeoisie s'est contentée d'un saupoudrage de miettes visant à accélérer le mouvement de reprise qui s'était amorcé. Ces miettes ont été qualifiées d'« importants succès » par « l'Huma » du 4 décembre.

— Pour les 1 700 F et les 200 F uniformes, les hospitaliers sont renvoyés

aux négociations du 13 décembre dans la fonction publique... une fois de plus les revendications essentielles sont passées sous silence.

— A la revendication de titularisation des 50 000 auxiliaires, Pallez propose la titularisation d'une centaine d'intermittents sans concours s'ils ont plus de 4 ans d'ancienneté et un concours pour titulariser 250 secrétaires.

— Pallez prévoit bien la création de 1 500 emplois par an, mais qu'est-ce que cela veut dire quand les conditions de travail sont détestables et les salaires misérables... quand cette promesse est subordonnée à un déblocage de crédits qui est aujourd'hui pour le moins hypothétique.

— Quant à la prime de service dont 1/70^e sautaît à chaque jour de maladie, afin de contraindre les hospitaliers à une présence à l'hôpital où il y a pénurie d'effectifs, elle ne sera plus amputée en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de maternité, mais l'aspect le plus important est oublié, elle continuera de sauter quand les travailleurs surmenés et malades du fait des conditions de travail seront contraints de se mettre en maladie... la prime de service restera une prime contre l'absentéisme.

— Réduction de travail d'une heure par jour pour les femmes enceintes à partir du 3^e mois, mais s'il n'y a personne pour prendre le relai, cette heure ne ris-

que-t-elle pas d'être supprimée dans les faits par l'administration, coutumière de ce genre de pratiques?

— Un dimanche sur deux au lieu de un sur trois, comment cela sera-t-il possible dans le cadre de la pénurie actuelle?

— Pour les travailleurs immigrés des Antilles, de la Réunion, ils auront un « dédommagement » pour se rendre dans leur pays, le but étant d'aller « par étapes » vers un voyage payé en 1977. Belle largesse de la bourgeoisie qui pille les colonies et déporte des milliers de travailleurs!

— Enfin, les femmes de ménage « remplissant les conditions » seront recrutées « prioritairement » (c'est-à-dire en fonction des crédits) comme agents hospitaliers; et trois jours supplémentaires leur sont accordés.

En fait, « cet important succès » sur des questions « pendantes depuis 10 ans » n'est qu'une suite de concessions extrêmement minimes sur des problèmes particuliers; le fond même de la politique de rentabilisation capitaliste des hôpitaux n'est pas remis en cause. En présentant comme des succès ces miettes, les révisionnistes donnent un avant-gout des « largesses » qu'une fois au gouvernement, ils seront prêts à accorder pour la satisfaction des justes revendications des travailleurs de la Santé.

soutenons la lutte résolue des hospitaliers d'ambroise paré



le 19 novembre, à Paris, avec les postiers

L'hôpital Ambroise Paré (Boulogne-Billancourt) est en grève illimitée depuis le 19 novembre. Le personnel, et notamment les infirmières, a ainsi montré comment il comprenait la journée d'action nationale : extension de la lutte des postiers à l'ensemble de la Fonction Publique. Les principales revendications sont celles, communes à l'ensemble de l'Assistance Publique :

- création de 13 000 emplois ;
- 1 700 F minimum, 200 F pour tous ;
- titularisation des auxiliaires ;
- une meilleure formation professionnelle pour les élèves-infirmières et une formation professionnelle réelle pour tous ;
- retraite à 55 ans ;

Pour la sécurité des malades, il faut une infirmière pour 15 malades alors qu'actuellement il y a une infirmière pour 35 malades le jour et parfois pour 70 la nuit. Respecter les normes de sécurité établies par le Ministère de la Santé, ce serait supprimer 317 lits sur les 600 d'Ambroise Paré.

De plus, les travailleurs en grève exigent un logement proche de l'hôpital et une crèche pour les enfants du personnel.

Les grévistes se réunissent chaque jour en Assemblée générale. Ils ont élu un comité de grève comprenant au départ les organisations syndicales CGT et CFDT et des non-syndiqués. La direction de l'hôpital s'est refusée à recevoir le comité de grève, ne voulant discuter qu'avec les syndicats qui regroupent relativement peu de travailleurs de l'hôpital. L'Assemblée générale a refusé nettement cette tentative de division de la direction.

La lutte a pris d'abord la forme d'une grève administrative : consultations gratuites... et d'une grève du zèle. La grève permet aussi de nouveaux rapports avec les malades : ceux-ci ont signé massivement (257 signatures sur 600 malades), une « Déclaration de personnel aux malades et à leur famille », qui rappelle les revendications et souligne : **« la lutte que nous menons pour nos revendications est une lutte dont vous, les malades, serez directement les grands bénéficiaires ».**

Le personnel voit de plus en plus clairement qu'à travers les revendications, se pose en fin de compte le problème d'une médecine au service du peuple et non du Capital comme aujourd'hui.

Alors que la grève ne faisait que s'amplifier, les responsables CGT (après une participation fort discrète) ont commencé ouvertement leur travail de sape : discussions individuelles pour appeler à la reprise, diffusion par des syndiqués CGT d'un tract du P-C-F dénonçant le caractère « irresponsable » de la lutte.

Le 29 novembre, en Assemblée générale, le personnel a rejeté toute idée de reprise et condamné le tract, exigeant une mise au point de la section CGT. Celle-ci a répondu par un tract embarrassé où elle devait reconnaître que la distribution du tract était « inopportune » (!)

Cependant, la grève se durcissant, les responsables CGT ont évolué vers la trahison complète.

En début de semaine, pour lutter concrètement contre l'habituelle surcharge, les grévistes ont décidé de réduire le nombre de lits dans de nombreuses ailes en descendant les matelas dans le hall.

Le 5 décembre, prenant prétexte de cette initiative, les responsables CGT se sont retirés du Comité de grève, ce qui a entraîné un nouvel éclatement de la section : certains syndiqués élus au Comité de grève refusent de le quitter, d'autres déchirent leurs cartes. La plupart continuent la lutte.

Le 6 décembre, la direction de la section CGT répand le bruit que le gouvernement veut fermer l'hôpital si la grève continue. Après vérification (à la direction de l'Assistance Publique et aux Unions Départementales) il s'avère qu'il s'agit d'une nouvelle manœuvre pour briser la lutte.

Le 7 décembre, la CGT passe, service par service, pour faire pression sur le personnel dans le but de faire cesser la grève et d'envisager d'autres formes de « lutte » : grèves tournantes, etc.

Malgré un échec total, la direction syndicale intervient en Assemblée générale pour remettre en cause un vote positif à main levée sur la continuation de la grève.

Le même jour, la direction de l'Assistance Publique fait détourner les urgences par Police-Secours sur les autres hôpitaux de la région alors que le personnel hospitalier en grève ne refuse absolument pas les urgences. Le plan ORSEC est même décrété dans les Yvelines. C'est en fait la fermeture des urgences et une surcharge de travail

cochin : à bas les contrats de 2 mois

De nombreux jeunes se sont engagés comment agents hospitaliers avec un contrat de 2 mois. Cela signifie qu'au bout de 2 mois, on renvoie tous ceux qui ne correspondent pas exactement à ce qu'on attend : ceux qui n'acceptent pas docilement des conditions de travail très dures pour un salaire de misère de 1.350 F. Ainsi, la garantie de l'emploi n'est plus assurée à l'Assistance Publique qui devient ouvertement un patron comme les autres, qui cherche son profit en disposant à son gré d'un personnel sans cesse menacé de renvoi.

Correspondant Cochin

pour les hôpitaux voisins. Exemple : des lits supplémentaires sont installés à Garches à l'hôpital Raymond Poincaré. La bourgeoisie cherche à semer la confusion et à tromper les travailleurs sur les moyens et les buts de la grève des hospitaliers.

Le personnel d'A. Paré est très vigilant face à ces tentatives d'intox déjà utilisées au moment de la grève des postes. D'ailleurs la lutte aux PTT est un exemple pour beaucoup de travailleurs Ambroise Paré qui voient comment les manœuvres de la bourgeoisie trouvent appui dans le rôle de briseurs de grève joué par les révisionnistes. Cette prise de conscience a renforcé l'unité et la détermination du personnel face au refus de négocier de l'administration.

La lutte continue !

Correspondant Boulogne-Billancourt

LE POINT SUR LA GREVE DES HOPITAUX

Si elle n'a pas eu l'ampleur de celle des postiers, la lutte des hospitaliers a été la plus grande depuis 1968, comme en témoignent les manifestations d'hospitaliers et le nombre d'hôpitaux en grève dans tout le pays.

Si le mouvement n'a pas eu l'ampleur de celui des postiers, ceci est dû à la répression qui s'exerce dans les hôpitaux (surveillants, médecins), la multiplicité des moyens de pression (insécurité de l'emploi, prime de service, manipulation des jours de repos); les difficultés à faire grève tiennent aussi à la nature du travail effectué, dans la mesure où les malades ne doivent pas souffrir du mouvement... Si le mouvement a été moins voyant que celui des postiers, il n'en a pas pour autant été moins profond et moins combatif... En effet, les travailleurs des hôpitaux, malgré toutes les difficultés citées plus haut, ont su faire preuve de détermination et d'esprit d'invention (grève administrative, grève du zèle), trouver les formes de lutte qui assurent la liaison avec les travailleurs malades... Pour ces raisons, le mouvement a eu le soutien des travailleurs et des malades. A l'hôpital de Garches, à Ambroise Paré, de nombreuses pétitions de soutien ont été faites par les malades, et dans la plupart des cas, la grève administrative a été très bien acceptée car elle rejoignait les aspirations des travailleurs à la gratuité des soins.

La grève du zèle, aussi, a eu un grand écho, dans la mesure où elle met à nu la manière dont la bourgeoisie place les malades en danger, avec sa politique de rentabilisation à tout prix (au lieu de soigner convenablement).

Cette grève a eu de l'écho car elle répond aux aspirations des travailleurs à une médecine à leur service et non à une médecine fondée sur le profit.

Les hospitaliers ont su aller plus loin, au-delà de la limite que veulent imposer les révisionnistes au combat pour la santé... à savoir la lutte pour les crédits et les effectifs, leurs alliances électorales, leur conception réformatrice du monde les empêchant de remettre en cause le caractère même de la médecine bourgeoise fondée sur la toute-puissance du médecin et le mépris total des travailleurs malades... Dans de nombreux hôpitaux, dans de nombreuses sections syndicales, les hospitaliers ont posé la question d'aller plus loin, la question de la médecine au service de qui?

Les travailleurs ont opté pour la prise en main de leur lutte par eux-mêmes, ont développé des formes de mobilisation très larges : des assemblées générales quasiment partout, consultations des travailleurs du service minimum, et des comités de grève non pas tournés contre les sections syndicales, mais pour les appuyer et en élar-

gir le travail. Cette aspiration a été assez forte pour que, malgré l'accord CGT-CFDT de juin 1974 condamnant ces « comités anti-syndicaux », les révisionnistes dans la CGT acceptent, en de nombreux endroits, le comité de grève et y participent formellement dans la plupart des cas... en attendant de les saboter pour la reprise.

Aujourd'hui, la bourgeoisie espère, par les miettes promises par Pallez, directeur de l'Assistance Publique, accélérer la reprise du travail dans les hôpitaux. Elle a le soutien des révisionnistes, qui y voient « d'importants succès », « le règlement de questions pendantes depuis 10 ans ». Mais, par leur combativité, les formes de liaison trouvée avec les malades, le contenu des revendications en liaison avec les postiers et les aspirations de la classe ouvrière contre la politique de crise de la bourgeoisie, les travailleurs des hôpitaux rentrent avec une plus claire compréhension des responsables de la trahison de leur lutte, et de ce qu'est l'organisation capitaliste de la médecine.

Les hospitaliers du Parti et des cercles marxistes-léninistes contribueront à répondre à ces questions et à tracer la perspective de la Révolution dans les hôpitaux en faisant le bilan de la lutte avec leurs camarades de travail.

GARCHES - HOPITAL POINCARE

maintien des commissions après la reprise

A Garches, la reprise s'est effectuée mercredi 4 Décembre après 3 semaines de grève des personnels administratifs et des personnels ouvriers et 15 jours d'une partie des personnels hospitaliers. L'arrêt de la grève fut décidé lors d'une assemblée générale, houleuse où furent dénoncées par la quasi totalité des travailleurs présents (80 %) les attitudes par rapport à la grève, des révisionnistes de la CGT.

Ceux-ci se sont opposés à tous moments à une action efficace :

- en traitant dans un tract d'« excités » et d'« irresponsables » les travailleurs, des syndiqués CGT et des non syndiqués qui étaient réunis en un Comité d'action début Novembre.
- Quasiment forcés de suivre le per-

sonnel qui, en Assemblée générale le 16 Novembre, s'était décidé pour la grève (voir FR n° 134) les révisionnistes paralysèrent l'activité du comité de grève auquel ils participaient en ne faisant pas les piquets de grève, en mettant en avant les problèmes catégoriels pour diviser les travailleurs, appelant même à une assemblée générale à voter pour une grève « passive » contre la grève active que demandait la grande majorité des travailleurs.

— en essayant au maximum d'empêcher les contacts.

- en brisant la grève par l'absence de perspectives à la suite des négociations du 29 Novembre, proposant seulement des débrayages en vue de la journée du 12 Décembre.

Malgré les attitudes de sape des révi-

sionnistes de la CGT, la grève a été la plus importante qu'a connue l'hôpital depuis 68. Elle a permis de faire prendre conscience à un grand nombre de travailleurs. Les travailleurs ne baissent pas les bras et un certain nombre de commissions créés pendant la grève (commission personnel hospitalier, commission personnel administratif, commission femmes, commission médecine au service des travailleurs regroupant des membres du personnel, des étudiants en médecine pour la critique de la médecine au service du Capital) vont continuer à fonctionner, permettant de renforcer la cohésion et la détermination du personnel en vue d'actions futures.

A Garches, le combat continue.

A BAS LA MEDECINE DU PROFIT POUR UNE MEDECINE AU SERVICE DU PEUPLE

SILICOSE le cancer du mineur

La silicose atteint tous les mineurs de charbon, c'est une maladie qui entraîne inexorablement la mort, les poumons étant peu à peu détruits. Il n'y a qu'un moyen pour lutter contre la silicose, c'est la prévenir par le port de masque, par l'utilisation d'eau pour faire tomber la poussière, etc. Mais la prévention n'intéresse pas les houillères: si les mineurs meurent, il y en a d'autres pour les remplacer. La loi prévoit que les mineurs silicosés reçoivent une pension, comme la silicose s'aggrave d'année en année, cette pension doit être augmentée. Mais les Houillères ne l'entendent pas de cette oreille. Pour les médecins du travail à la solde de la bourgeoisie, un mineur fume trop, a une pleurésie, une angine, une bronchite, etc., mais jamais de silicose. Les médecins des caisses de secours minières payés par les mineurs et qui doivent les défendre face aux médecins du travail des Houillères, ne le font pas, parfois même, de fait, ils collaborent. Les syndicats n'organisent pas massivement la défense des silicosés, ils le font cas par cas. Dans les corons de Bruay, il y a beaucoup de pensionnés et beaucoup de silicosés: les Houillères voudraient les voir disparaître sans bruit. En union étroite avec les mineurs encore en activité, les pensionnés sauront faire valoir leurs droits.

Correspondant Bruay

soutenez
**L'HOSPITALIER
MARXISTE-
LENINISTE**

abonnez-vous
1 an: 10 F

C.C.P. Front Rouge 31 191 14 La
Source
abonnement à envoyer à Front
Rouge BP 161 75864 - Paris Cé-
dex 18



HOPITAL DE ROUBAIX : médecine de profit sur le dos des travailleurs

A Roubaix, municipalité socialo-centriste, la politique de la municipalité, pour ce qui concerne l'hôpital est tout à fait dans la ligne de la médecine du profit.

C'est une politique de prestige basée sur des services de haute spécialité: centre de réanimation, soins intensifs, service de prématurés... services exigeant des investissements élevés pour le plus grand bien des trusts pharmaceutiques et les industries du matériel chirurgical, pour le plus grand bien des patrons de ces services: dans la mesure où la rétribution des actes dans ces services est très élevée, le profit est d'autant plus élevé.

Le revers de la médaille est une politique d'économie systématique sur le personnel et dans les services courants de médecine, de chirurgie enfant, etc., services qui sont laissés sans matériel et sans personnel, et, où, en conséquence, les malades sont en danger et les accidents fréquents. Si le matin et, en particulier dans les services de pointe, il y a beaucoup d'infirmières, la nuit, les 1 800 malades sont sous la responsabilité de 4 à 5 infirmières et de quelques aides soignants: inutile de dire que la surveillance est insuffisante. C'est ainsi qu'un prématuré a été victime du manque de surveillance due à cette politique, l'année passée. Dénoncée par certains membres du personnel et la section syndicale CFDT, la direction

a répliqué par le licenciement des travailleurs concernés, en attaquant au tribunal correctionnel et en obtenant une condamnation à 2 mois avec sursis et à 3 000 F d'amende pour violation du secret professionnel et diffamation. Le secret professionnel apparaît bien comme le moyen de préserver la toute puissance du médecin et d'empêcher les masses de lui demander des comptes, en cas de faute professionnelle. De même, à Roubaix, la mise en place coûteuse d'un service de prématurés pose le problème de la médecine bourgeoise comme médecine de réparation et non comme médecine de prévention, dans la mesure où la prévention ne rapporte pas. Dans telle maternité de la région parisienne, par une surveillance régulière de la femme enceinte et la préparation à l'accouchement, on atteint un taux de prématurés inférieur de moitié au taux normal... d'autre part, si les conditions faites à la femme, avec la double journée de travail étaient différentes, le nombre de prématurés ne serait pas aussi élevé.

Seul le socialisme, en transformant la société assurera la santé des travailleurs. A Roubaix, comme partout, l'union entre la classe ouvrière et les travailleurs hospitaliers permettra de lutter pour une meilleure médecine et de jeter les bases pour une médecine au service du peuple.

Correspondant Roubaix

demande de contact avec
des hospitaliers du PCR (ml)

Nom

Prénom

Profession

Adresse

à envoyer à
BP 161 75864
Paris Cedex 18

RAPPORT BOULIN:

Nous publions ici un bref aperçu de la politique hospitalière de la bourgeoisie. Nous y reviendrons plus en détails

La dégradation de l'hospitalisation des masses dans les hôpitaux, la sélectivité des investissements pour la recherche sur certains cas et pour les techniques de pointe au détriment des soins pour les maladies courantes, le développement du secteur privé dans les hôpitaux, « publics », la baisse des salaires, des effectifs, l'intensification du travail etc... sont toutes les conséquences de la politique de rentabilisation capitaliste des hôpitaux « publics » renforcée avec la réforme Boulin du 31 Décembre 1970.

**LA REFORME BOULIN =
LIMITER LE PLUS
POSSIBLE, LES FRAIS
DE REPARATION DES
TRAVAILLEURS
MALADES**

— Quel objectif suit la bourgeoisie? Le 18 juin 1970, Boulin déclarait au Figaro:

« Si vous m'y aidez, le pari de la médecine libérale sera tenu et gagné; ce pari consiste à maintenir l'exercice libéral de la médecine dans un système de protection généralisé. La difficulté vient de la croissance des dépenses de ce système et de l'insuffisance relative des ressources appelées à le gérer. D'un côté la consommation médicale croît selon une loi dite du « doublement décennal », de l'autre, les recettes suivent suivant les salaires, puisque l'essentiel d'entre elles viennent des cotisations d'assurance-maladie. Le hiatus entre les deux courbes se traduit par un déficit qui dépassera 10 milliards de F en 1973. Pour éviter ce déficit... il faut rationaliser notre système de santé. L'effort portera en priorité sur le secteur hospitalier qui représente plus de 40 % des dépenses maladie: un projet de réforme hospitalière portant sur la coordination des établissements publics et privés sera soumis au Parlement... à la prochaine session. »

Pour la bourgeoisie le but était double

1^o) Réduire les dépenses de santé du budget de l'Etat

— en organisant une politique de coordination des investissements des capitaux publics et des capitaux privés et non en développant une concurrence anarchique telle que les hôpitaux publics équipés par l'Etat capitaliste perdraient toute une part de leur clientèle

au profit des cliniques privées. Pour ce faire une carte nationale hospitalière a été édictée, subordonnant au contrôle de l'Etat toute implantation de cliniques ou d'hôpitaux afin que la bourgeoisie puisse répartir les investissements, au mieux de ses intérêts. De ce fait comme le montre la lutte pour la polyclinique de Grande Synthe, l'application de ces mesures tient compte des intérêts locaux de la bourgeoisie, des groupes de pression politiques rassemblant des médecins.

— en équilibrant les dépenses de santé avec les recettes prélevées sur les salaires par la sécurité sociale. C'est dans la logique de cette politique, que les ordonnances réduisant les prestations de la Sécurité Sociale versées aux travailleurs, avaient été promulguées en 1967, que le gouvernement a récemment présenté la réforme de la Sécurité Sociale en faisant payer les dé-

la médecine de classe dans les hopitaux "publics"

UN EXEMPLE VECU RECENTMENT...

Monsieur X demande une consultation, par téléphone.

Réponse: « Publique ou privée? Publique dans un mois, privée dans trois jours. »

« Dans trois jours, répond-il, c'est urgent ».

A son rendez-vous, il attend 5 minutes, le docteur l'examine 3/4 d'heures, mais à la sortie, il paye 150 F. (non remboursés).

Effrayé par le prix, il demande son prochain rendez-vous en consultation publique.

Un mois d'attente, 4 heures de queue, 4 minutes de consultation, une salle moins accueillante, 10 blouses blanches autour de lui... mais il ne paye que 16 F.

MEME SCANDALE DANS LES SERVICES D'HOSPITALISATION

Trouvez-vous normal que le lit de Monsieur X soit déclaré en secteur privé et que le lit n^o 3 soit en secteur public?

Trouvez-vous normal que le Patron voie Monsieur X tous les jours et le n^o 3 une fois par semaine?

Trouvez-vous normal que Monsieur X paye de sa poche un supplément dont une partie retournera dans la poche du Patron?

ficits des régimes particuliers par le régime général, que la Sécurité Sociale est en train de mettre en forme un « profil du malade » afin de déterminer la moyenne des jours de maladie et de médicaments donnés en France pour pouvoir imposer ensuite une limitation de la quantité de soins remboursés.

2^o) Mais l'objectif principal était, au mépris de la santé des malades, une rentabilisation capitaliste plus grande du secteur public d'hospitalisation qui, rien que pour Paris, représente 35 000 lits et 55 000 employés...

LES MOYENS DE CETTE RENTABILISATION

— En associant les hôpitaux en regroupements inter-hospitaliers, l'Etat capitaliste les a dotés de véritables conseils d'administration et a renforcé les pouvoirs du directeur en prenant modèle sur l'usine capitaliste, son conseil d'administration et son patron. En fait, il s'agit par toute une série de mesures (association des médecins chefs à la gestion de leurs services, possibilité pour les hôpitaux de « recourir à l'emprunt au taux normal du marché ») de moderniser la gestion capitaliste des hôpitaux.

L'objet principal de ces mesures, c'est de transformer tout l'appareil public d'hospitalisation (dont, l'assistance publique est le meilleur exemple) en trust d'Etat, rentable, concurrentiel. C'est la logique même du développement du capitalisme qui fait de tous les aspects de la vie sociale une source de profits. En ce domaine l'Etat bourgeois a joué un rôle de centralisation et d'organisateur.

LES PATRONS DE LA MEDECINE Y TROUVENT LEUR COMPTE

La rationalisation des hôpitaux consacrant la main-mise de l'Etat sur la santé, celui-ci s'est heurté à l'opposition d'une partie du corps médical. Ainsi, les médecins hospitaliers dont l'hôpital était le royaume du matin et leur clinique celui de l'après-midi se sont souvent opposés à l'instauration du plein temps hospitalier (obligation pour le médecin de passer 8 heures par jour à l'hôpital), mesure devant retenir un certain nombre de médecins pour faire tourner le lourd équipement hospi-

un plan de rentabilisation de la santé !



talier face à la concurrence des cliniques privées.

En échange, les médecins acceptant le plein temps, se sont vus attribuer de véritables « ailes privées » dans leurs services, le chef de service étant associé largement aux bénéfices de ce secteur privé tandis que le malade, généralement aisé, paie plus cher pour être mieux soigné, mieux surveillé et bénéficier d'un plus grand confort que dans les services « normaux » où les malades sont victimes du manque du personnel et de moyens.

Ajoutons que les contraintes imposées aux médecins à plein temps sont très relatives puisque dans les faits, le plus souvent ils viennent aux heures qui leur conviennent et ne consacrent que fort peu de temps aux malades. Certains continuent de posséder des cliniques privées, tels des grands patrons de la chirurgie qui expérimentent d'abord à l'hôpital, des techniques, pour les utiliser ensuite dans leurs cliniques du 16^e et ailleurs.

LES HOPITAUX QUI RAPPORTE...

La réglementation de 70 a également divisé les hôpitaux en plus et moins rentables. Ainsi, dans les hôpitaux pour malades *agrus* (adultes ou enfants), c'est-à-dire pour des gens qui redeviendront des producteurs ou qui sont destinés à le devenir, le personnel est plus nombreux, l'équipement plus lourd, l'encadrement médical plus solide. Les patrons qui pratiquent une médecine de pointe et des opérations de haut niveau dans ces secteurs sont aussi directement intéressés pour l'argent et le prestige que cela leur rapporte.

...ET CEUX QUI RAPPORTE MOINS.

Par contre, dans les établissements pour malades *chroniques* et les hospices peuplés en général de vieux travailleurs, qui ne sont plus en état de produire, le personnel est rare, souvent moins qualifié, l'équipement réduit au strict minimum. Le service de médecine générale de l'hôpital de la Pitié à Paris où sont délaissés de nombreux malades chroniques, est un exemple de cette médecine pour le profit. On entasse dans les services de médecine gé-

nérale tous ceux que la médecine de pointe ne veut pas. Tous les malades le disent: « *Quand tu es catalogué comme chronique, tu n'es pas soigné* ».

**RENTABILISATION
CONTRE LE
PERSONNEL**

Enfin, la rentabilisation capitaliste s'est développée sur le dos du personnel hospitalier: salaires très bas, réduction des effectifs et augmentation de la charge de travail, développement de l'emploi des élèves-infirmières, des agents sous contrat, utilisés comme bouche-trous... d'où la grève aujourd'hui.

Des travailleurs hospitaliers constatent ainsi que les services qui tournent avec le personnel le plus au-dessous des normes sont jugés plus rentables et obtiennent alors plus facilement que les autres services des rénovations de locaux, par exemple.

**TRAVAILLEURS
HOSPITALIERS ET
HOSPITALISES = NON A
LA MEDECINE DU
PROFIT!**

Le récent mouvement de grève des travailleurs hospitaliers a montré leur refus massif du profit comme moteur dans la Santé. En effet, le personnel hospitalier, avec l'ensemble des malades d'origine populaire, subit la politique de classe de la bourgeoisie.

Le même Etat qui établit une discrimination entre les malades selon la classe sociale, exploite, déqualifie, licencie le personnel hospitalier.

En luttant pour les 1 700 F minimum, les 200 F pour tous aux côtés des postiers, les travailleurs des hôpitaux ont montré leur refus du chantage à la crise et de l'exploitation capitaliste. En luttant pour l'augmentation des effectifs et des salaires, l'amélioration de la qualité des soins, en dénonçant la médecine de classe, ils posent les bases d'une alliance solide avec la classe ouvrière.

le mépris du malade, pilier de la médecine bourgeoise

Un des éléments de la formation inculquée par la bourgeoisie aux étudiants en médecine est le mépris du malade. Par ce biais, la toute puissance du savoir du médecin et sa domination dans l'hôpital ne sont pas remises en cause.

Ainsi, une des premières choses inculquée à l'étudiant en médecine est la méfiance envers le malade, un malade est un suspect. Il est courant d'entendre dire : pour un malade, sur ce qu'il boit, il faut multiplier par deux ; sur ce qu'il saigne ou là où il a mal, il faut diviser par deux. S'il présente une douleur, un signe inexplicable c'est un simulateur, surtout si le malade est immigré. Un malade qui pose des questions sur sa maladie est « un emmerdeur » et, s'il n'est pas content, il n'a qu'à changer de médecin.

Pour la médecine bourgeoise, les malades, s'ils sont issus des classes populaires, ne sont que des objets, des cas, plus ou moins intéressants mais en tous les cas ignorants, et qui n'ont que le droit de se taire et de se faire plus ou moins bien soigner.

Cette conception se double de règlements interdisant toute expression des malades sous couvert d'éviter les divisions et le désordre, de la pression des surveillantes sur les malades pour les maintenir en état de passivité et d'obéissance les plus complètes. Par ce biais, la bourgeoisie essaie d'étouffer toute remise en

cause de la manière dont elle soigne les travailleurs et qui transparait à l'hôpital : soins différents en fonction de la classe sociale, médecine de profit qui aboutit à des « bavures », morts par précipitation, ouvriers mal soignés, malades servant de champ d'expérience, etc.

Ces aspects, les travailleurs les vivent tous les jours dans les hôpitaux et les remettent de plus en plus en cause.

Les communistes ne limitent pas leur lutte à réclamer des crédits et du personnel sans remettre en cause la médecine bourgeoise, comme le font les révisionnistes.

A cette conception de la médecine, les communistes opposent la conception de la médecine au service du peuple. Pour les communistes, l'homme est le capital le plus précieux. La participation du malade à sa guérison par une compréhension correcte du mal qui l'atteint est un élément du processus de sa guérison. Contribuer à mobiliser les malades contre les conditions que leur impose la bourgeoisie dans les hôpitaux et dans tous les domaines de la santé, lier leur lutte à celle des hospitaliers, c'est un des éléments du travail que les communistes doivent développer dans les hôpitaux pour une médecine au service du peuple et non une médecine contre le peuple. Le soutien des malades aux grévistes d'Ambroise Paré, les aspirations à une autre médecine, présentes dans les masses, le vérifient tous les jours.

LE MALADE MENTAL EST-IL UN OBJET ?

Le 18 novembre, une vingtaine de personnes hospitalisées à l'hôpital psychiatrique de Maison Blanche ont manifesté avec le soutien d'élèves-infirmières, devant la direction, pour exiger une meilleure nourriture, une salle où l'on puisse se réunir, et la suppression du placement d'office. C'était la veille de la journée du 29. Pour s'opposer à la « manifestation des malades », le directeur l'a fait disperser par la force.

Cette petite manifestation a néanmoins amené beaucoup de gens de l'hôpital à s'interroger sur la possibilité qu'ont les malades, les malades mentaux en particulier, à participer activement à leur guérison, car, pour la bourgeoisie, les malades mentaux ne sont capables d'aucune conscience ; et quand ils revendiquent, ils ne sont que des objets manipulés ! A l'opposé de cette conception, citons un psychiatre albanais : « En régime capitaliste, le médecin lutte contre la maladie et le malade. En régime socialiste, le médecin et le malade luttent contre la maladie. »

A bas la psychiatrie bourgeoise !

Correspondant Maison Blanche

QU'EST-CE QUE LE PLACEMENT D'OFFICE ?

C'est le moyen par lequel la bourgeoisie a le droit d'hospitaliser de force une personne ayant fait un certain scandale ou une simple bagarre, et dont le comportement apparaît comme assez « anormal » pour ne pas le mettre en prison. Moyen utilisé surtout quand il s'agit de travailleurs immigrés, mais presque à coup sûr, si « un agent des forces de l'ordre a été pris à partie ».

Pour transformer ce placement d'office en placement volontaire, « moins contraignant », le médecin-chef de l'hôpital où est le malade est tenu d'aviser la Préfecture. La décision dépend de la police et non pas de la médecine, ainsi, de nombreuses demandes peuvent être refusées par la Préfecture. Pendant tout le temps du placement d'office, le malade n'est qu'un détenu, qui n'a aucun objet personnel (carte d'identité, montre...), le tout étant conservé par la police...

maladie mentale, maladie du capital

Un élève-infirmier vient d'être licencié de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard pour « personnalité associée et inadaptation au métier d'infirmier psychiatrique ». Derrière ce vocabulaire, se cache la volonté de l'administration et des médecins-chefs de réprimer les élèves-infirmiers qui refusent d'assurer un rôle de soignant au service des patrons. Devant ce licenciement arbitraire, les élèves-infirmiers ont convoqué par tract le personnel et les directions syndicales à une assemblée générale. Le délégué CGT présent refusa toute action en faveur du licencié, l'accusant de mettre en cause la « qualité de la profession d'infirmier-psychiatrique par son attitude marginale ». Les syndiqués CGT et CFDT, malgré l'opposition des délégués révisionnistes, participèrent à une délégation chez le directeur et le médecin-chef, qui acceptèrent de les rencontrer à nouveau pour revoir le cas du travailleur licencié.

Un tract CGT-CFDT, fait sans consultation des syndiqués, reprit les arguments révisionnistes. Ce tract insistait particulièrement sur « l'utilité de l'auxiliarat » (1), « qui a permis un recrutement massif d'élèves-infirmiers pour combler la grande pénurie d'effectifs » (1). Cette déclaration révèle la position hypocrite des directions syndicales sur la titularisation des auxiliaires. D'autre part, il ne remettait absolument pas en cause le rôle de la psychiatrie dans la société capitaliste : au-delà des diagnostics des psychiatres, on trouve l'exploitation, les bas salaires, la fatigue des transports, les taudis ou l'entassement en HLM bruyants et mal conçus... Grâce à la psychiatrie, un travailleur immigré qui se révolte dans un foyer ou contre un contremaître raciste, devient un individu « persécuté, asocial et agressif » avec « bouffées délirantes et épisodes confusionnels », ce qui veut dire PO (placement d'office), cellule et camisole chimique (abrutissement du malade à coups de calmants).

Par l'intermédiaire de la psychiatrie, la bourgeoisie individualise les problèmes collectifs produits par son organisation capitaliste. Le rôle des soignants est de dénoncer le rôle de flic qu'on veut leur faire jouer et pas seulement en demandant des crédits pour une santé « publique » qui serait au-dessus de la lutte des classes. Non la santé n'est pas neutre, la psychiatrie fait partie de l'appareil de répression de la bourgeoisie, la maladie mentale est une maladie du capital.

Correspondant Ville-Evrard